

# L'INFORMATION

Septembre 1962

## DU MILITANT

Camarade

Ce bulletin est publié afin d'aider les militants à rédiger des feuilles d'entreprise. Une feuille d'entreprise n'est rien de plus que la possibilité de dire à 50 ou 500 travailleurs ce que vous expliquez oralement à 2 ou 3 voisins de travail.

Une feuille d'entreprise doit partir des préoccupations immédiates des salariés (paie, logement, vie dans la boîte) et les amener à réaliser la nécessité de lutter unis pour construire une forme de société où le pouvoir appartiendra à ceux qui produisent.

Pour la publication de ce bulletin, nous nous inspirerons des deux principes généraux mentionnés dans "Le manifeste communiste".

- Les Communistes n'ont pas d'intérêt distinct de ceux des travailleurs. Simplement, à travers tout mouvement ils mettent en avant :

1) L'INTERET GENERAL DES OUVRIERS . C'est à dire que nous dénonçons la hiérarchisation des salaires qui est basée sur de pseudos arguments techniques mais qui est faite pour diviser les salariés.

Nous dénonçons l'abattement de zone. A travail égal, salaire égal. Nous luttons pour la généralisation des mouvements et nous expliquons que s'il peut être nécessaire d'engager seul une lutte, il est hypocrite de présenter les "coups d'épingle", les grèves tournantes, comme quelque chose qui "fait mal" aux patrons, sans gêner les ouvriers.

Nous estimons que pour faire des grèves partielles, la classe ouvrière n'avait nul besoin de créer des centrales syndicales.

Nous luttons pour la coordination des luttes des salariés par dessus les frontières bourgeoises et nous dénonçons le chauvinisme.

Nous combattons les idées de front entre patron et ouvrier pour défendre "la production française".

Au Marché commun des capitalistes, nous n'opposons pas "l'indépendance économique" de la France, mais la coordination des luttes ouvrières dans les pays du Marché commun.

2) L'INTERET HISTORIQUE DES OUVRIERS. Pour nous, toute lutte, même partielle, est une escarmouche dans le grand combat qui oppose deux classes fondamentales.

Toute grève est politique. Nous devons montrer que, précisément, les "grands hommes" qui crient "Ceci est purement revendicatif" craignent en général que les travailleurs aillent trop loin et bouleversent leur petite politique.

Nous devons comprendre que, jamais les grandes masses laborieuses ne se sont mises en marche pour réaliser un projet contenu dans Rousseau ou Marx. Elles ont lutté pour leurs besoins immédiats, et, parce que la satisfaction de ces besoins était incompatible avec le maintien du régime existant, elles l'ont renversé. Mais, cela ne put se faire que, parce qu'une avant garde montrait l'impossibilité de réformes durables dans



# ECHOS

## PEINTURE SUR SALETTE=PROPRETE

dit-on dans la marine.

Ca se dit aussi dans la bourgeoisie. De 1940 à 44, les crimes les plus honteux, les scandales les plus répugnants eurent lieu derrière le képi d'un vénérable papa gâteau qui embrassait les enfants et ne parlait que de la bonne vieille morale.

De 1958 à 1962, il y a eu des scandales qui auraient fait sautérn'importe quel parlement ordinaire. Mais entre la colère populaire et un Pouillon, détenu à 240.000 frs par semaine, il y a encore un képi étoilé qui joue l'honneur et la pureté.

## EUROPEEN INDISPENSABLE

"Moi aussi je vais m'en aller. Je reviendrai voir dans deux mois. A ce moment-là les musulmans auront peut-être compris qu'ils ont besoin de nous""

(Déclaration d'un patron de bistrot à France-soir du II-7)

Deux mois ont passé. Les musulmans demandent des instituteurs et des médecins, mais pas de patrons de bistrot.

## LES ESCLAVAGISTES DE 1962

300.000 enfants de 12 à 14 ans travaillent dans les fabriques, et certains jusqu'à 11 heures par jour.

Voilà ce qui vient d'être affirmé au parlement italien.

Nul doute que ce patronat esclavagiste soit très "compétitif".

Face à ce fait, il y a deux attitudes.

a) Celle des technocrates (on en trouve même qui se disent socialistes) et qui consiste à maintenir les longues journées et les cadences infernales sous prétexte de tenir le coup devant la concurrence étrangère.

Notons tout de suite que la logique de ces technocrates pourrait aussi bien les amener à demander l'introduction en France des procédés du patronat italien.

b) La lutte en commun avec les prolétaires d'Italie, pour la diminution du temps de travail et pour l'interdiction de l'emploi des enfants dans l'industrie.

Il n'y a pas d'alternative. Refuser de coordonner le combat de tous les ouvriers du Marché Commun, c'est accepter finalement l'alignement sur les plus malheureux d'entre eux.

## LE MONDE LIBRE DE LECHER LES VITRINES.

Toute la grande presse a parlé longuement des récentes hausses en URSS. Il était normal et juste d'en parler. Mais la grande presse ne trouve pas dix lignes pour commenter le fait que la vie a augmenté de 20 % en deux mois en Argentine, et d'autre part les traitements et pensions sont payés avec un mois et demi de retard.

## IL NOUS FAUT 12 MILLIONS DE BEAUX BEBES (De Gaulle 1945)

Plus de 20.000 jeunes mères abandonnées vivent à Paris, gagnent en moyenne 50.000 frs par mois et doivent payer chaque mois une moyenne de 25.000 frs (crèche ou garderie) pour leur enfant.

Ceci dit, tout ce qu'il y a d'hypocrite (et ça grouille) dans l'Eglise et la magistrature, recherche gravement, dans l'âme humaine, les causes de la prostitution.

## "ILS N'Y ARRIVERONT PAS"

Depuis la nationalisation du canal de Suez, cent neuf mille bateaux ont transité par le canal. 100 millions de livres égyptiennes ont été affectées aux améliorations de la navigation. L'ancienne compagnie n'avait affecté que 20 millions en 87 ans



# Une simple revendication

En décembre 1956, la compagnie d'autobus Alexandra-Johannesbourg (Afrique du Sud) décide de relever son tarif de 4 à 5 pennies.

Un meeting est organisé à Alexandra. Les huit mille habitants approuvent à main levée le boycott de la compagnie. Ce boycott, pour cinq mille d'entre eux, signifie ; couvrir à pied 32 kilomètres par jour ; se lever à quatre heures du matin pour rejoindre à pied le lieu de travail et ne rentrer qu'à dix heures du soir ; être interpellé et brutalisé par la police sur la route ; voir les pneus des bicyclettes (quand il y en a une) dégonflés par les policiers.

Tout cela pour un penny, pendant que les autobus sillonnent la route.

Mais ce penny, nécessairement, devient le symbole de toutes les injustices. Personne ne peut s'y tromper. Ni les Africains qui décident un boycott de solidarité dans toute la région de Johannesburg, voire à Durban et au Cap, boycott qui à l'apogée du mouvement, mobilise 100.000 marcheurs ; ni le gouvernement Strijdom qui voit aussitôt dans le boycott d'Alexandra un défi politique à son autorité, laquelle n'est matériellement pas en cause, le relèvement des tarifs étant une décision locale.

Le mouvement d'Alexandra dure depuis trois mois et la ligne d'autobus boycottée a été supprimée quand la chambre de commerce de Johannesburg tente d'intervenir. A ses yeux, le mouvement est vaincu puisque son objet - la ligne d'Alexandra - a disparu. Les noirs sont punis de leur révolte ; la marche à pieds qu'ils avaient librement décidée leur est désormais imposée ; ils marchent "pour rien". C'est du moins ce que pense la Chambre de Commerce.

Soucieuse d'assurer l'arrivée ponctuelle des travailleurs noirs à

leur travail - et soucieuse, sans doute, du rendement de ce travail, qui ne peut que baisser sous l'effet de la fatigue - elle offre de prendre en charge le penny litigieux. Un nouveau meeting est organisé à Alexandra. L'offre de la chambre de commerce est soumise à un vote à main levée. Au grand étonnement des autorités - et au scandale d'Européens libéraux qui, jusque là, avaient transporté un certain nombre d'Africains dans leurs voitures - les marcheurs repoussent la proposition charitable.

Ce vote était sans doute la première grande victoire de la résistance africaine. Il confirma que le mouvement, déclenché avec un objectif des plus limités, avait provoqué une prise de conscience totale. Il confirma que pour les opprimés, une fois qu'ils se sont mis en branle, qui peut le moins peut le plus.

Partis pour éviter le paiement d'un penny, les marcheurs africains ont découvert que, solidaires, disciplinés et résolus, ils sont invincibles ; ils ont découvert que leur boycott, apolitique par son intention initiale, niait en fait l'autorité de la police, du gouvernement, des Européens ; que pareille négation est possible, et que l'opprimeur est impuissant à la briser et prêt à amadouer les boycotteurs parcequ'il a besoin de leur force de travail. Il s'agit bien maintenant d'un misérable penny. C'est contre la police, le gouvernement, les directeurs d'entreprises, contre l'oppression raciale et l'exploitation économique, contre le pouvoir des Européens et leur ordre social qu'on marche.

La marche devient une démonstration de la liberté africaine. Et c'est de la signification objective totale du boycott, du défi total et de



Nous publions quelques trops courts extraits d'une remarquable conférence faite à Berlin par Ferdinand LASSALLE le 16 Avril 1862.

Après lecture attentive, chaque camarade ne pourra s'empêcher de songer aux tirades des leaders du PCF sur le régime actuel, régime qui découle fort logiquement du désarmement des organisations populaires en 1945.

Chaque camarade méditera aussi, avec profit, sur la préparation du Congrès du P.S.U. et sur le projet de programme du C.P.N., projet qui, paraît-il, nous permettrait de marcher vers le socialisme, sans briser préalablement les pouvoirs de la police et de l'armée, ces morceaux décisifs de la Constitution bourgeoise.

## qu'est-ce qu'une constitution ?

Messieurs

Ma conférence sera strictement scientifique. Néanmoins, ou plus exactement grâce à cela, il n'y aura parmi vous personne qui ne puisse suivre cette conférence du début à la fin et la saisir entièrement.

Car le véritable esprit scientifique ne consiste justement en rien d'autre qu'en cette clarté de la pensée qui, sans poser un postulat quelconque, déduit pas à pas, tout d'elle même, et précisément pour cela s'impose avec une autorité irrécusable à la raison de tout auditeur simplement attentif.

.....  
Vous savez, Messieurs, qu'en Prusse n'a force de loi que ce qui est publié par le "Bulletin des lois"....

Supposons qu'il se déclare un vaste incendie et que toutes ces archives d'Etat brûlent, ainsi que les bibliothèques privées ou se trouvent des "bulletins des lois". ...Par cette calamité le pays aurait perdu toutes ses lois, et il ne lui resterait plus qu'à se donner de nouvelles lois.

Croyez-vous donc que l'on pourrait dans ce cas se mettre à l'oeuvre comme il plairait, rédiger de nouvelles lois comme on le voudrait, à discrétion ? Voyons un peu.

Le roi dirait simplement : Les lois peuvent bien avoir été détruites, mais en fait l'armée m'obéit, marche à mon commandement. Appuyé sur cette force effective, je ne tolère pas que vous me réserviez une position différente de ce que je veux.

Vous voyez Messieurs, un roi à qui l'armée obéit, ainsi que les canons, c'est un morceau de la Constitution.

Ou bien, je suppose que vous disiez : Nous sommes 18 millions de prussiens. Parmi ces 18 millions il n'y a qu'un petit nombre de propriétaires fonciers nobles en voie de disparition. ... Nous ne comprenons pas pourquoi ce petit nombre exercerait une influence égale à celle des 18 millions ensemble, en formant une chambre haute qui suspend et rejette les résolutions de la chambre des députés élue par l'ensemble de la nation. Je suppose que vous teniez ce langage et disiez : Nous sommes tous des "Pairs" et ne voulons plus de chambre haute particulière.

Assurément Messieurs, les grands propriétaires nobles ne pourraient pas alors faire marcher leurs paysans contre vous. Bien au contraire, ils auraient probablement assez à faire de leurs mains pour se sauver de leurs paysans d'abord.

~~Mais~~ Les grands propriétaires fonciers ont de tout temps eu une grande influence auprès de la Cour et du roi, et grâce à cette influence ils peuvent mettre en mouvement l'armée et les canons pour leur compte .. Vous le voyez donc, Messieurs, une noblesse qui a de l'influence à la Cour et auprès du roi, c'est un morceau de Constitution.

.....  
Ou bien je suppose que le gouvernement veuille prendre une de ces mesures qui lèsent de façon décisive les intérêts des grands banquiers.. Cela serait aussi impossible. Car de temps en temps le gouvernement se trouve dans un besoin de moyens financiers tels, qu'il n'ose pas se les procurer sous la forme d'impôts. Dans ce cas, il se saisit de l'expédient qui consiste à consommer l'argent de l'avenir, c'est à dire à faire des emprunts et à émettre en contrepartie des valeurs d'Etat. Pour cela il a besoin des banquiers. Vous voyez donc, Messieurs, les banquiers, la Bourse, c'est un morceau de Constitution.

Ou bien, admettons que le gouvernement veut retirer au petit bourgeois et à l'ouvrier non seulement sa liberté politique mais aussi sa liberté personnelle, c'est à dire, le déclarer non-libre, asservi ou dépendant, comme c'était le cas dans beaucoup de pays au Moyen-Age. Cela se pourrait-il ? Non, même si la roi, la noblesse et la bourgeoisie s'unissaient à ce sujet. Car dans ce cas vous diriez : plutôt la mort que d'accepter. Les ouvriers sortiraient dans la rue, toute la petite bourgeoisie les aiderait, et comme leur résistance unie serait très difficile à vaincre, vous voyez Messieurs, que dans certains cas extrêmes, vous êtes tous un morceau de Constitution.

Nous avons donc vu maintenant ce qu'est la Constitution d'un pays ; les rapports de force réels existant dans un pays.

.....  
En Mars 1848, on aurait dû avant tout non écrire une Constitution sur du papier, mais faire une Constitution effective, c'est à dire modifier les rapports réels de forces dans le pays, et les modifier en faveur des citoyens. .... Il aurait fallu que toute l'artillerie fut confiée à la garde des autorités urbaines élues par le peuple. Avec une partie de cette artillerie on aurait, en outre formé des sections d'artillerie de la garde nationale pour mettre aussi les canons, ce si important morceau de la constitution, à la disposition du peuple.

De tout cela, rien n'a été fait. Pouvez vous vous étonner si, en novembre 1848 la Révolution de Mars refoulée en arrière, était restée sans résultats ? Non, c'était précisément une conséquence nécessaire de ce qu'on n'avait rien changé aux rapports réels des forces en présence.

Les princes, Messieurs, sont bien mieux servis que vous... Mr de Manteuffel n'était certainement pas un orateur, mais c'était un homme pratique. Lorsque, en Novembre 1848, il eut dispersé l'assemblée nationale et mis les canons dans la rue, que fit-il tout d'abord ? Serait-ce par hasard la rédaction d'une Constitution réactionnaire ? Oh, mon Dieu, non. Il avait du temps pour cela... Par quoi débuta-t'il aussitôt en Novembre ? Messieurs vous vous en souvenez. Il commença par désarmer les citoyens, par enlever leurs armes. Vous voyez; désarmer le vaincu, c'est la chose capitale pour le vainqueur, s'il ne veut pas que le combat se renouvelle à chaque instant.

.....  
Retenez ce que je vous ai dit Messieurs, et si jamais vous vous retrouviez en état de vous donner vous-mêmes une Constitution, vous saurez ce que vous avez à faire, et que quelque chose peut être fait, non en remplissant d'écriture une feuille de papier, mais en modifiant les rapports réels des forces du pays.

oooooooooooooooooooooooooooo





Camarade

Donne nous ton avis sur ce  
bulletin.  
Raconte tes expériences de  
travail.  
Informe nous sur les conditions  
de vie dans ton entreprise ,  
dans ta localité.

Pour démarrer, pour coordonner  
le travail socialiste dans les  
boîtes de la Région Parisienne.

REUNION

J E U D I      27 SEPTEMBRE  
à 20h45<sup>~</sup> précises, au

17 de la rue de Chaligny.  
(Métro Reuilly. 12ème)

Tu peux nous aider...

V I E N S